

673157-2026 - Mise en concurrence

France – Services de téléphonie et de transmission de données – DAE TEL FIXE 2026

OJ S 189/2026 30/09/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Minsitère de l'action et des comptes publics - Direction des achats de l'Etat

Adresse électronique: itai.dae@finances.gouv.fr

Forme juridique de l'acheteur: Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur: Affaires économiques

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: DAE TEL FIXE 2026

Description: L'accord-cadre a pour objet la fourniture de troncs de collecte IP, d'accès primaires (T2), de groupements d'accès de base (T0) en France métropolitaine, acheminement des communications téléphoniques associées, ainsi que les prestations associées et annexes pour certains services de l'État et certains établissements publics et autres organismes.

Identifiant de la procédure: f1774fda-f322-462f-a5b8-5fb10ddf1790

Identifiant interne: DAE_TEL_FIXE_2026

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 64210000 Services de téléphonie et de transmission de données

2.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Les lieux d'exécution des prestations sont situés en France métropolitaine, corse comprise.

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

2.1.3. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 43 500 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 174 000 000,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Informations complémentaires: Conformément à l'article L. 2113-7 du code de la commande publique, une convention constitutive de groupement de commandes permanent a été conclue entre la DAE et les établissements publics de l'État bénéficiaires du présent marché listés en annexe 1 du CCAP. Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique en

incluant dans le CCAP une clause d'insertion par l'activité économique applicable aux lots 1 et 2. Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique pour les lots 1 et 2, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental aux articles 10.6 à 10.8 du CCAP. Chaque lot de l'accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire et est exécuté par l'émission de bons de commande. Les lots 1 et 2 de l'accord-cadre sont conclus pour une durée ferme de 72 mois à compter de leur date de notification. Les candidats ont le choix de présenter leur candidature : - sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE - sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 - Lettre de candidature ou formulaire DC1 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) ou équivalent, dûment rempli et daté. Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, le formulaire DC1 sera complété pour chaque membre du groupement. - Déclaration du candidat ou formulaire DC2 (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>), ou équivalent dûment rempli et daté. En cas de candidature groupée, le DC2 est rempli par chaque membre du groupement. Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots. Toutefois, les lots ne peuvent être attribués à un même soumissionnaire. Les niveaux spécifiques minimums exigés au titre de la capacité économique et financière des candidats sont les suivants : chiffre d'affaires annuel moyen sur les trois dernières années (2023-2024-2025) de 23 500 000 euros HT pour le lot 1 et 20 000 000 € HT pour le lot 2. Les critères et sous-critères d'attribution des lots 1 et 2 et leur pondération sont précisés à l'article 6.3 du Règlement de consultation. Les prestations supplémentaires éventuelles sont facultatives et portent sur les UOs suivantes des lots 1 et 2 : • UO_URGENT_T2 - Accès primaire en urgence • UO_URGENT_MIGGTO - Groupement d'accès de base en urgence

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 2

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 1

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Fourniture de troncs de collecte IP, d'accès primaires (T2), de groupements d'accès de base (T0) en France métropolitaine, acheminement des communications téléphoniques associées ainsi que les prestations associées et annexes pour certains services de l'État
Description: Le lot 1 de l'accord-cadre a pour objet la fourniture de troncs de collecte IP, d'accès primaires (T2), de groupements d'accès de base (T0) en France métropolitaine, acheminement des communications téléphoniques associées ainsi que les prestations associées et annexes pour certains services de l'État
Identifiant interne: Lot 1

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 64210000 Services de téléphonie et de transmission de données

5.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Les lieux d'exécution des prestations se situent en France métropolitaine, Corse comprise.

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 72 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 23 500 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 94 000 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:

Critère 1 : La valeur technique - Pondération : 40% Les sous-critères sont précisés à l'article

6.3 du Règlement de consultation. Critère 2 : Le prix - Pondération : 40% S-C 1 :Prestations de fourniture d'accès téléphoniques et/ou acheminement du trafic entrant et/ou sortant

(Onglets « Prix 1 Tél fixe FAS et ABO » et « Prix 1 Tél fixe com sortante » du Bordereau des prix unitaires) - Pondération : 60% S-C 2 :Solutions de sécurisation (Onglet «Prix 2 Presta. Sécurisation » du Bordereau des prix unitaires ») - Pondération : 10% S-C 3 :Prestations complémentaires associés à un accès téléphonique (Onglet « Prix 3 Presta.Complémentaires » du Bordereau des prix unitaires ») - Pondération : 20% S-C 4 :Prestations annexes (Onglet «

UO_SHTF » du Bordereau des Prix unitaires ») - Pondération : 10% Critère 3 : La valeur environnementale de l'offre au regard du plan d'action proposé - Pondération : 10% Critère 4 :

La valeur sociale de l'offre au regard du plan d'action proposé - Pondération : 10%

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3032714&orgAcronyme=a4n>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3032714&orgAcronyme=a4n>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée
Date limite de réception des offres: 12/11/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale
Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non
Facturation électronique: Requise
La commande en ligne sera utilisée: oui
Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence
Nombre maximal de candidats: 100

Justification de la durée de l'accord-cadre: La durée de l'accord-cadre est nécessaire au regard de l'ampleur du déploiement des accès de téléphonie fixe auprès de l'ensemble des bénéficiaires de l'accord-cadre. La volumétrie particulièrement importante des accès à mettre en service, la diversité des sites concernés et le caractère progressif des opérations de migration, notamment du fait de la fin du cuivre, nécessitent une période d'exécution supérieure à quatre ans afin de permettre un déploiement complet dans des conditions techniques et économiques satisfaisantes.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris
Description des délais d'introduction des procédures de recours: 1) le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ; 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n o 358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées "

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: Fourniture de troncs de collecte IP, d'accès primaires (T2), de groupements d'accès de base (T0) en France métropolitaine, acheminement des communications téléphoniques associées, ainsi que les prestations associées et annexes pour certains services de l'État et certains établissements publics et autres organismes

Description: Le lot 2 de l'accord-cadre a pour objet la fourniture de troncs de collecte IP, d'accès primaires (T2), de groupements d'accès de base (T0) en France métropolitaine, acheminement des communications téléphoniques associées, ainsi que les prestations associées et annexes pour certains services de l'État et certains établissements publics et autres organismes.

Identifiant interne: Lot 2

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 64210000 Services de téléphonie et de transmission de données

5.1.2. Lieu d'exécution

Ville: Les lieux d'exécution des prestations se situent en France métropolitaine, Corse comprise.

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

5.1.3. Durée estimée

Durée: 72 Mois

5.1.5. Valeur

Valeur estimée hors TVA: 20 000 000,00 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre: 80 000 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Document de marché

5.1.10. Critères d'attribution

Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:

Critère 1 : La valeur technique - Pondération : 40% Les sous-critères sont précisés à l'article

6.3 du Règlement de consultation. Critère 2 : Le prix - Pondération : 40% S-C 1 :Prestations de fourniture d'accès téléphoniques et/ou acheminement du trafic entrant et/ou sortant

(Onglets « Prix 1 Tél fixe FAS et ABO » et « Prix 1 Tél fixe com sortante » du Bordereau des prix unitaires) - Pondération : 60% S-C 2 :Solutions de sécurisation (Onglet «Prix 2 Presta. Sécurisation » du Bordereau des prix unitaires ») - Pondération : 10% S-C 3 :Prestations

complémentaires associés à un accès téléphonique (Onglet « Prix 3 Presta.Complémentaires » du Bordereau des prix unitaires ») - Pondération : 20% S-C 4 :Prestations annexes (Onglet «

UO_SHTF » du Bordereau des Prix unitaires ») - Pondération : 10% Critère 3 : La valeur environnementale de l'offre au regard du plan d'action proposé - Pondération : 10% Critère 4 :

La valeur sociale de l'offre au regard du plan d'action proposé - Pondération : 10%

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3032714&orgAcronyme=a4n>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requête

Adresse de soumission: <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=3032714&orgAcronyme=a4n>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 12/11/2026 12:00:00 (UTC+01:00) Heure de l'Europe centrale, heure d'été de l'Europe occidentale

Durée de validité des offres: 6 Mois

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: oui

Le paiement électronique sera utilisé: oui

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 100

Justification de la durée de l'accord-cadre: La durée de l'accord-cadre est nécessaire au regard de l'ampleur du déploiement des accès de téléphonie fixe auprès de l'ensemble des bénéficiaires de l'accord-cadre. La volumétrie particulièrement importante des accès à mettre en service, la diversité des sites concernés et le caractère progressif des opérations de migration, notamment du fait de la fin du cuivre, nécessitent une période d'exécution supérieure à quatre ans afin de permettre un déploiement complet dans des conditions techniques et économiques satisfaisantes.

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal administratif de Paris

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 1) le référé précontractuel (articles L. 551-1 à L. 551-12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ; 2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'Union européenne (JOUE) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; 3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn et Garonne, req. n o 358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées "

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Minsitère de l'action et des comptes publics - Direction des achats de l'Etat

Numéro d'enregistrement: 13002220500012

Adresse postale: 59, boulevard Vincent Auriol

Ville: Paris

Code postal: 75013

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: itai.dae@finances.gouv.fr

Téléphone: +33 1 44 97 34 61

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement: 17750005500013

Adresse postale: 7, rue de Jouy

Ville: Paris

Code postal: 75004

Subdivision pays (NUTS): Paris (FR101)

Pays: France

Adresse électronique: greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone: +33 1 44 59 44 00

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: b2a1c7e0-4716-4964-9399-552be6721c77 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 28/09/2026 15:30:10 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 673157-2026

Numéro de publication au JO S: 189/2026

Date de publication: 30/09/2026